



Office Burundais des Recettes

« Soyons fiers d'être des contribuables et construisons notre pays »

RAPPORT ANNUEL

2012

Avril 2013.

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES.....	2
LISTE DES ABREVIATIONS.....	3
MESSAGE DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'OBR.....	4
MESSAGE DU COMMISSAIRE GENERAL DE L'OBR.....	6
1. NTRODUCTION	8
2. PRIORITES 2012.....	8
3. LES GRANDES REALISATIONS.....	9
4. ACTIVITES ENTREPRISES POUR OFFRIR UN MEILLEUR SERVICE AUX CONTRIBUABLES ET AMELIORER LE CLIMAT DES AFFAIRES AU BURUNDI.....	18
5. EDUCATION ET LA SENSIBILISATION DES CONTRIBUABLES	19
6. ETATS FINANCIERS AU 31.12.2012	21
7. COLLABORATION AVEC LES PARTENAIRES DE DEVELOPPEMENT	29
8. LES DEFIS AUXQUELS L'OBR A FAIT FACE EN 2012	30
9. CONCLUSION.....	32

LISTE DES ABREVIATIONS

API	Agence pour la Promotion des Investissements
BPMC	Bureau des Petits et Moyens Contribuables
CEA	Communauté Est Africaine
CFCIB	Chambre Fédérale pour le Commerce et l'Industrie au Burundi
DGC	Direction des Grands Contribuables
DPMC	Direction des Petits et Moyens Contribuables
ERP	Enterprise Resource Planning
FBU	Franc Burundais
FMI	Fonds Monétaire International
IR	Impôts sur les Revenus
IPR	Impôt Professionnel sur Rémunération
OBR	Office Burundais des Recettes
PFAU	Poste Frontière à Arrêt Unique
RH	Ressources Humaines
SIGTAS	Système Intégré de Gestion des Taxes
SYDONIA	Système Douanier Automatisé
TMEA	TradeMark East Africa
TVA	Taxe sur Valeur Ajoutée

MESSAGE DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'OBR



Mr Patrice MBONABUCA, Président du Conseil d'Administration.

C'est pour moi une fierté et un grand honneur de présenter, au nom du Conseil d'Administration, le Rapport Annuel 2012 de l'Office Burundais des Recettes ; qui détaille toutes les grandes activités entreprises par ladite institution pendant la période sous analyse.

En effet, comme vous le remarquerez en lisant ce rapport, l'Office Burundais des Recettes a continué d'accomplir sa mission principale de collecte des recettes pour le compte du Trésor Public ; tout en se focalisant sur l'amélioration continue de la qualité des services offerts aux contribuables. Ainsi donc, plusieurs réformes ont été entreprises telles que l'informatisation des services de l'OBR, l'adoption d'une nouvelle structure, l'harmonisation des différents textes et lois en rapport avec la fiscalité afin que ceux-ci s'inspirent des meilleures pratiques internationales et ainsi améliorer le climat des affaires au Burundi.

Bien que toutes ces réformes aient été accomplies à la grande satisfaction de toutes les parties prenantes, il sied de noter que des défis n'ont pas manqué. Ici, je tiens à remercier toute personne, qui de près ou de loin, a contribué d'une façon ou d'une autre à surmonter ces défis. Ici, je remercie plus particulièrement le Gouvernement, les membres du Conseil d'Administration, la Direction de l'OBR et tout son personnel, nos partenaires et plus particulièrement TradeMark East Africa, les médias, le FMI, la Banque Mondiale, USAID et les ambassades.

Une gratitude particulière est exprimée à tous les bons contribuables qui n'ont pas hésité à s'acquitter de leurs obligations fiscales et qui nous l'espérons, vont continuer à donner

l'exemple. L'OBR ne ménagera aucun effort pour réduire l'importance du secteur informel et cet exercice a déjà porté ses fruits avec l'immatriculation de plus de 7000 contribuables.

Nous encourageons donc de toutes nos forces la conformité fiscale car c'est grâce aux recettes collectés que le Gouvernement pourra mieux servir les citoyens du Burundi ; en encourageant l'investissement au Burundi, à la fois au profit des entreprises nationales, régionales et internationales, et en conduisant à la création d'emplois, et la hausse du niveau de vie de tous les citoyens.

En conclusion, nous sommes conscients qu'il reste beaucoup à faire pour continuer à moderniser l'OBR et améliorer les services à tous les contribuables. Nous ne ménagerons aucun effort pour atteindre ces objectifs et nous resterons à l'écoute de toute personne qui voudra bien contribuer à nous améliorer.

Mr. PATRICE MBONABUCA

PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'OBR

MESSAGE DU COMMISSAIRE GENERAL DE L'OBR



C'est avec un réel grand plaisir et honneur que je présente le Rapport Annuel 2012 de l'Office Burundais des Recettes ; reflétant les grandes réalisations de l'*Office* pendant cette année.

En effet, nous avons promis que l'année 2012 serait une année dédiée au renforcement de l'OBR et il en a été certainement le cas ; car d'énormes progrès ont été réalisés, que ce soit en termes de recettes collectées mais également en termes de différentes réformes mises en place dans le but de mieux servir les contribuables, tout en améliorant le climat des affaires au Burundi.

L'institution a grandi de façon exponentielle en collectant **526,6 milliards** de FBU, en comparaison avec 471,7 milliards de FBU collectés en 2011, d'où une augmentation de 54,9 milliards de FBU soit 12% de plus que les recettes collectées l'année dernière. Vous comprendrez donc que les recettes collectées ont dépassé pour la première fois dans l'histoire plus 500 milliards de FBU.

Cependant, il sied de souligner que les prévisions annuelles des recettes n'ont pas été atteintes d'une somme de 15,75 milliards de FBU, soit un déficit de 2,9%. Plusieurs raisons expliquent ce facteur notamment la décision du Gouvernement d'exonérer certains produits alimentaires, ainsi que l'effort du Gouvernement de ne pas collecter les droits d'accises sur le carburant afin de garder intact le prix à la pompe.

En ce qui concerne les réformes entreprises, l'année 2012 a été une année pleine d'innovations. Nous avons continué avec le déploiement des principaux systèmes informatiques comme - *SYDONIA World* aux Douanes, et *ERP* pour les activités des

services généraux. Ces nouveaux systèmes ont commencé à être en grande partie opérationnels en 2012.

Plusieurs autres réformes ont vu le jour, telles que la révision de la loi de l'Impôt sur le revenu, la loi sur TVA, et les procédures fiscales. Des efforts ont été consentis dans le renforcement des capacités du personnel, l'achat du nouveau matériel informatique, tout cela dans le but d'améliorer la qualité des services offerts aux contribuables. Une nouvelle structure a même été approuvée par le Conseil d'Administration et celle-ci prévoit une collaboration plus étroite avec les autorités locales afin d'atteindre plus aisément les contribuables se trouvant dans les régions éloignées de Bujumbura.

Ce succès n'aurait pas été atteint n'eût été le soutien du Gouvernement, des partenaires au développement (plus spécialement TMEA), le dévouement du personnel, les orientations et le soutien du Conseil d'Administration et une coopération étroite avec le secteur privé ainsi que les administrations fiscales sœurs de la CEA.

Cependant, il sied de noter que malgré les bonnes performances enregistrées par l'OBR pendant l'année 2012, des défis n'ont pas manqué. Nous avons fait tout notre possible, avec l'appui du Gouvernement et de tous nos principaux partenaires, pour les surmonter afin d'améliorer la performance de notre organisation. Ce soutien restera indispensable afin de permettre à l'OBR de consolider ses acquis et atteindre ses objectifs afin de permettre au Burundi de réduire sa dépendance au financement extérieur et réaliser tous ses programmes de développement.

Encore une fois, au nom de l'OBR, je tiens à remercier chaque personne qui, de près ou de loin contribue à l'atteinte de notre mission et je tiens à souligner que sans leur effort et engagement, nous ne serions pas capables d'atteindre nos objectifs.

Kieran HOLMES

COMMISSAIRE GENERAL.

1. INTRODUCTION

L'année 2012 ayant touchée à sa fin, l'Office Burundais des Recettes est heureux de présenter le Rapport Annuel 2012 mettant en évidence les principales activités accomplies pendant cette année. Toutes les activités entreprises sont restées en harmonie avec le Plan Stratégique quinquennal de l'OBR ; tout en mettant un accent particulier aux priorités y énoncées pour l'année sous analyse.

Afin de permettre aux lecteurs de ce rapport annuel de mieux cerner le contexte de fonctionnement de l'OBR, les réalisations faites ainsi que les défis rencontrés, ce rapport a la structure suivante : -

- Revue des priorités énoncées pour l'année 2012 ;
- Réalisation en termes de recettes ;
- Réalisation en termes de réformes ;
- Activités entreprises pour offrir un meilleur service aux contribuables et améliorer le climat des affaires au Burundi ;
- Education et Sensibilisation des contribuables ;
- Collaboration avec les partenaires de développement ;
- Les défis rencontrés au cours de l'année 2012.

2. PRIORITES 2012

Avant que l'année 2012 ne commence, l'OBR avait prévu des activités prioritaires énoncées dans le Plan Stratégique 2012-2016. Lesdites priorités avaient été élaborées en collaboration avec toute l'Equipe de Direction, les conseillers de l'OBR ainsi que tous nos partenaires de développement. Celles-ci sont énoncées comme suit : -

- Rénover les bâtiments et améliorer l'approvisionnement en électricité ;
- Rénover le Port de Bujumbura ;
- Commencer l'étude de faisabilité pour le nouveau siège de l'OBR ;
- Identifier le site pour le nouveau siège de l'OBR, acquérir des terrains, préparer la conception détaillée des plans et lancer l'appel d'offres ;
- Construire de nouveaux postes frontières à guichet unique ;
- Mener de grandes campagnes de sensibilisation avec un accent particulier sur la lutte contre la corruption, la fraude et l'évasion fiscale ;
- Développer, codifier et mettre en œuvre les pratiques et les politiques modernes et efficaces de la Gestion des Ressources Humaines ;
- Elaborer et mettre en œuvre le plan de renforcement des capacités ;
- Compléter la réforme législative ;
- Améliorer les contrôles et règlements du pétrole ;
- Mener une campagne complète de communication ;
- Achat de matériel et déploiement de grands systèmes informatiques ;
- Améliorer la prestation des services offerts aux contribuables ;
- Prolonger les heures de travail ;
- Réduire le secteur informel en enregistrant tous les contribuables éligibles ;

Afin de s'assurer que les activités planifiées sont réellement atteintes, un système d'évaluation de performance a été mis en place. Ainsi donc, il est impératif à l'OBR de reporter les activités faites mensuellement et trimestriellement à travers des rapports

d'activités. Comme vous le verrez, toutes les priorités énoncées ci-dessus ont été réalisées avec succès ; même si des efforts continus sont nécessaires bien évidemment.

3. LES GRANDES REALISATIONS

3.1. Rendement en termes de recettes

Cette section du rapport annuel se focalise sur la première direction stratégique de l'OBR qui n'est d'autre que la « *maximisation des recettes* » ; comme énoncé dans le Plan Stratégique de l'OBR.

- Recettes collectées en 2012.

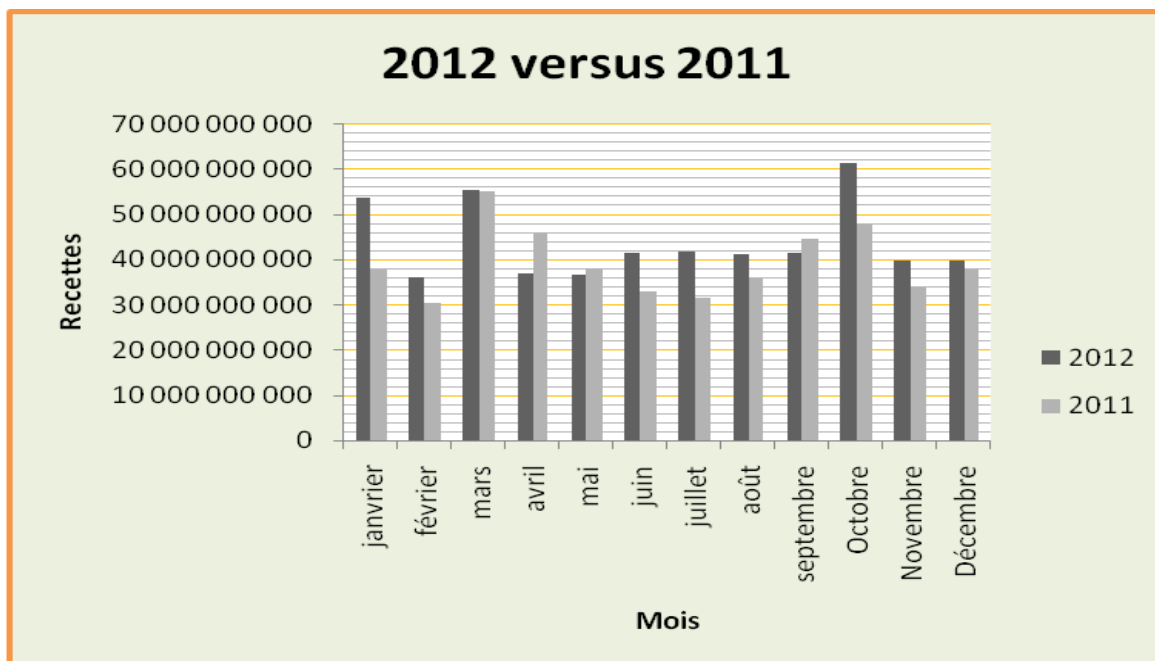
L'OBR a collecté pour l'année 2012, la somme de **Bif 526,6 milliards** contre **Bif 471,7 milliards** perçus en 2011, ce qui révèle un excédent de **Bif 54,9 milliards** soit une augmentation de **12%**. En comparant avec les prévisions de **BIF 542 milliards**, il y a un déficit de **Bif 15,7 milliards**, soit une un manque de **2,9%** par rapport aux objectifs.

Le tableau ainsi que le graphique suivant montre les variations par rapport aux recettes collectées en 2011 :-

Type de recettes	Recettes collectées 2012	Recettes collectées 2011	Variation en %
Recettes internes	276 023 457 461	205 950 363 367	34,0%
Recettes douanières	215 737 365 256	234 562 614 325	-8,0%
Recettes non fiscales	34 879 088 607	31 196 057 649	11,8%
Total des recettes	526 639 911 324	471 709 035 341	11,6%

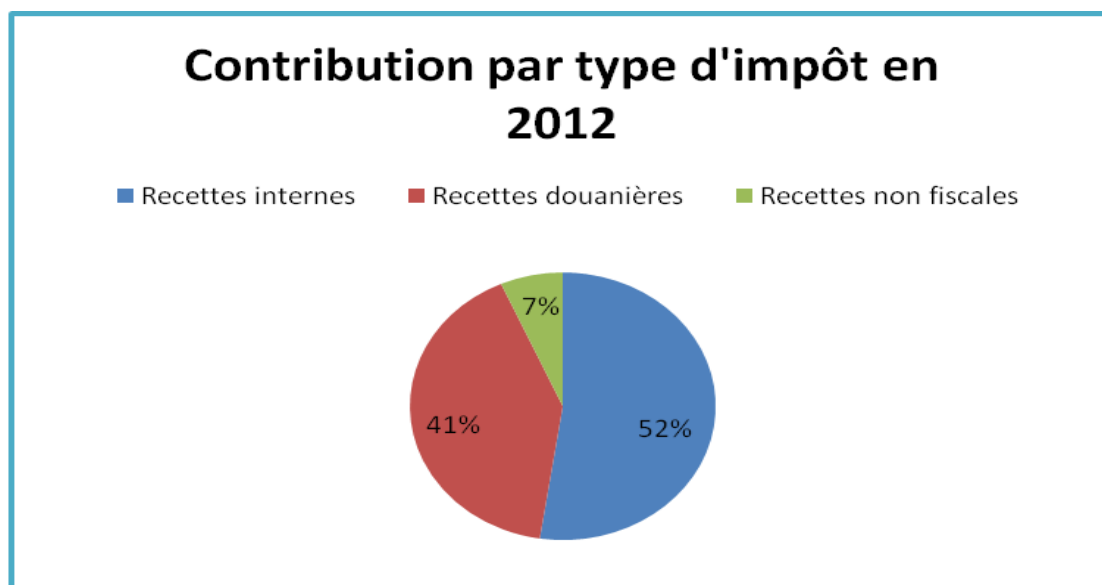
Les recettes douanières ont connu une diminution de 8% par rapport à 2011 car certaines taxes de consommation prélevées auparavant au niveau des douanes sont maintenant prélevées au niveau des impôts.

Graphique 1 : Comparaison 2012 avec 2011 par mois.



En 2012, les recettes totales s'élèvent à **526,6 milliards de FBU** contre un objectif de **542,3 milliards de FBU** ; soit un manque de 2,9% à cause notamment des facteurs externes et non contrôlables par l'OBR, en tant qu'administration fiscale, à savoir la décision du Gouvernement d'exonérer certaines denrées alimentaires ; l'effort du Gouvernement de ne pas collecter les droits d'accises sur les produits pétroliers pour que le prix à la pompe soit maintenu intact ; et le non - paiement de l'IPR des hauts dignitaires.

Graphique3 : Contribution par type d'impôt en 2012

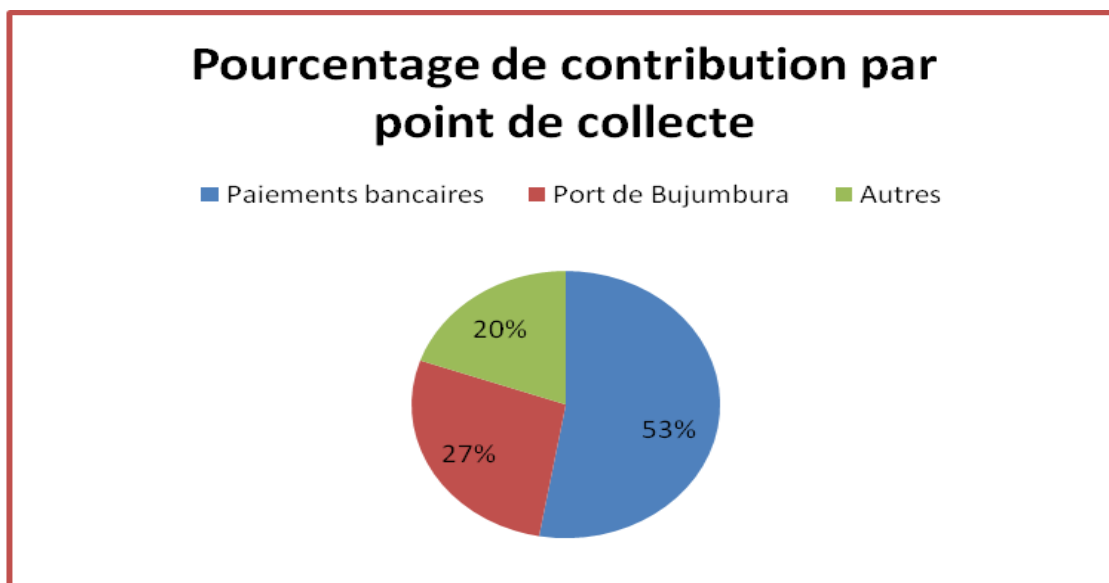


Interprétation

- Les recettes internes ont contribué à concurrence de 52% dans les recettes totales ;
- Les recettes douanières et non fiscales ont contribué à la hauteur de 41% et 7% respectivement.

Graphique 3 : Contribution par point de collecte

Le graphique suivant nous renseigne sur la contribution des points de collecte dans la réalisation des recettes.



Interprétation

- ✚ Plus de 50% des impôts et taxes sont collectées au niveau des banques et le port de Bujumbura contribue à la hauteur de 27%.

3.2. *Autres Indicateurs de rendement*

1. Effectif des contribuables (Grands Contribuables Versus Petits et Moyens Contribuables) en 2012 à Bujumbura

	2011	2012	Variation	% de la Variation
	Effectif	Effectif	Effectif	
Bureaux des GC	511	468	-43	-8%
Bureaux des P& MC	1569	2326	+757	48%
Total	2080	2794	714	34%

Au BPMC l'effectif de 2011 ne compte pas les forfaitaires tandis qu'en 2012 l'effectif total est de 10242 répartis comme suit

* 2 326 pour le régime réel

* 1 387 pour le Forfait conventionnel

* 6 529 pour le Forfait sur transport rémunéré

2. Répartition des Contribuables par assujettissement

- Grands Contribuables

	2011	2012	Variation	% de la Variation
Assujettis à l'IR	Rév IR(2010) 356	Rév IR(2011) 362	6	2%
Assujettis à l'IPR	511	468	-43	-8%
Assujettis à la TVA	345	349	4	1%

- Petits et Moyens Contribuables

	2011	2012	Variation	% de la Variation
Assujettis à l'IR	Rév IR(2009) 1427	Rév IR(2010) 2326	899	62%
Assujettis à l'IPR	1120	1639	519	46%
Assujettis à la TVA	634	814	180	28%

3. Véhicules et Motocyclettes

	2011	2012	Variation	% de la Variation
Véhicules automobiles neufs enregistrés	5696	4103	-1593	-30%
Motocyclettes nouvelles	3083	5298	2215	72%

4. Les vérifications en 2012

	Vérifications prévues	Vérifications conclues	% de l'Ecart
Bureaux des P&MC	420	588	140%
Bureaux des GC	264	22 (12 Vérifications générales et 10 contrôles ponctuels)	8%

4.1. Autres activités et observations

ACTIVITE	INDICATEUR DE PERFORMANCE	ECHEANCE	RENDEMENT ANNUEL	OBSERVATIONS
Traiter 100% de demandes de remboursement de la TVA pour les personnes privilégiées et 70% pour les assujettis à la TVA (par le Bureau des Grands Contrit.)	100% des dossiers de la TVA des Personnes Privilégiées vérifiés au moins et 70% des Assujettis au moins.	Mensuelle /annuelle	1131 remboursements de TVA au BGC ont été effectués.	Sur les 1131 cas de remboursement TVA , 89 Cas de contrôle sur pièce(càd une TVA à payer au lieu de la rembourser), ont été décelés et ont généré Bif 273.011. 533 de suppléments

Clôturer 8 Vérifications générales des Moyens et 5 des Petits Contribuables et 22 ponctuelles dont 14 MC et 8 PC vérification ponctuelles	Clôturer 8 vérif. générales pour les MC et 5 pour les PC ;22 ponctuelles pour les MPC	Mensuelle/annuelle	-103 dossiers traités en vérification générale -485 forfaits établis soit 585 dossiers traités sur 420 prévus	Beaucoup de dossiers forfaits ont été traités suite à une méthode rapide de leur établissement qui a été proposée au service
Remboursement TVA au niveau des Petits et moyens contribuables	70 % des dossiers traités	Mensuelle/annuelle	485 dossiers traités	Des 485 dossiers traités, des cas d'irrégularité ont été analysés en Contrôle sur pièce et ont généré 1.381.669.605 de suppléments de TVA à payer
Clôturer 10 Vérifications générales et ciblées dans les Ressorts Fiscaux de l'Intérieur par mois;	10 vérifications générales clôturées	Mensuelle/annuelle	108 dossiers clôturés en 2012, Soit 90%	

5. Taux de Conformité

	Type de déclaration	Prévisions	Arrivées à temps	Déclarées Néant	Taux de conformité
P & M C	IR	1427	1491	87	104%
	Déclaration de la TVA	814	693	172	85%
	Déclaration de l'IPR	1639	1346	204	82%

GC	Type de déclaration	Prévisions	Arrivées à temps	Déclarées Néant	Taux de conformité
	IR(Rev.2011)	362	340	10	94%
	Déclaration de la TVA	349	344	63	99%
	Déclaration de l'IPR	468	455	38	97%

6. RAPPORTS DE CONTRE EXPERTISE 2012

Mois	Nombre	Titres Fonciers		OBR		Redressement	
		Base taxable	Droits de mutation	Base taxable	Droits de mut	Base taxable	Droits de mutation
1er Trim	301	20 715 762 049	621 472 861	21 240 149 683	637 204 490	524 387 634	15 731 629
2nd Trim	329	8 823 367 605	264 701 028	9 339 734 433	280 192 033	516 366 828	15 491 005
3ème Trim	242	9 287 610 230	278 628 307	10 060 220 138	301 806 604	772 609 908	23 178 297
4ème Trim	216	8 034 096 400	241 022 892	8 466 743 184	254 002 296	432 646 784	12 979 404
Total	1 088	46 860 836 284	1 405 825 089	49 106 847 438	1 473 205 423	2 246 011 154	67 380 335

SITUATION COMPAREE DE LA QUANTINTE DE TRAVAIL DES DEUX ANNEES				
	2011	2012	Variation	% de la variation
Nombre	938	1 088	150	16%

3.2. En termes de réformes.

3.2.1. Révision et rédaction des instruments légaux

L'OBR, avec l'appui des bailleurs de fonds et des principaux partenaires du secteur privé s'est concentré sur la révision des instruments légaux pour faciliter les contribuables. Ainsi, des projets de loi sur la TVA, Impôt sur le Revenu et les procédures fiscales ont été préparés.

Toutes les lois fiscales ont été rédigées en utilisant les principes modernes de l'administration fiscale tels que l'auto-évaluation et sont similaires à la législation fiscale des autres pays de la région Est Africaine.

3.2.2. Informatisation des services de l'OBR

Dans le souci d'offrir des services rapides et courtois aux contribuables, l'OBR a fait de l'informatisation de ses services, l'une de ses priorités. Les réalisations suivantes ont été accomplies :-

- ✓ L'informatisation a continué: SYDONIA WORLD aux douanes sera mis en place en Mai 2013 ;
- ✓ Le contrat de la 2^{ème} phase d'ERP a été conclu et les données de RCMS sont maintenant automatiquement logées dans l'ERP ;
- ✓ Travaux de préparation de la mise en œuvre de RADDEX (Revenue Authority Digital Data Exchange (RADDEX), un système d'échange des données électroniques entre les Offices des Recettes des pays de la Communauté Est Africaine. Lancement officiel du système a eu lieu à Arusha en date du 28 novembre 2012 en présence des Chefs d'Etat;
- ✓ Installation des générateurs de secours sur tous les sites de l'OBR (Port, Emmaüs, Le Savonnier et Kobero);
- ✓ Un nouveau projet de développer un nouveau site web de l'OBR a été agréé. L'équipe IT avec le concours de la Direction de Communication a commencé à travailler sur les termes de références et sur les besoins de l'OBR en matière de sa présence sur le «World Wide Web».

Les conceptions techniques suivantes ont été achevées :-

- ✓ De nombreuses améliorations dans l'administration des systèmes, réseaux et base de données ont été mise en place;
- ✓ Les câbles (à moyenne tension) nécessaires ont été mise en place et la connectivité des AVR et UPS est en production au Port ;
- ✓ La préparation des travaux pour installer les AVR, UPS centraux est en cours pour les sites Emmaüs et Le Savonnier ;
- ✓ Le câblage informatique et électrique a été effectué à l'immeuble Emmaus Pathway et Le Savonnier ;
- ✓ Le réseau national sans fils est en cours d'installation ;
- ✓ Les climatiseurs pour les salles des serveurs ont été installés.

3.2.3. Etablissement des Postes Frontières à Arrêt Unique :

Comme le Poste Frontière à Arrêt Unique en vigueur dans la CEA entre dans la ligne du Traité de l'Union douanière auquel le Burundi a souscrit, Certains postes frontières à arrêt unique sont opérationnels et d'autres seront opérationnels au cours de 2013.

- Les postes frontaliers à Arrêt uniques de Gasenyi/Nemba est opérationnels
- Les deux autres postes frontaliers à arrêt unique Kobero/ Kabanga et Ruhwa sont bien avancés. Ils seront opérationnels avec 2013.



Kobero

3.2.4. Gestion des Ressources Humaines de l'OBR

a) Renforcement des capacités du personnel de l'OBR

Dans le but d'améliorer les compétences du personnel de l'OBR, beaucoup de formations, financées par TMEA et JICA ont été organisées. En 2012, 447 employés, soit 71% de l'effectif total ont bénéficié d'une formation sur des thèmes variés.

b) Amélioration des conditions de travail

- L'OBR a loué une maison de logement à Muyinga pour ses agents qui travaillent à Kobero. L'OBR a mis à leur disposition un minibus pour les déplacer ;
- Le Bureau de douane à Nyanza Lac et celui des comptables provinciaux à Makamba ont été réhabilités.

c) Discipline du personnel

En ce qui concerne la discipline du personnel, 37 cas disciplinaires ont été identifiés en rapport avec la corruption, irrégularités dans l'octroi des documents, vol et négligence dans le traitement des dossiers. Les détails sont donnés ci-dessous :

- ✓ Nombre d'employés sanctionnés par licenciement : 02
- ✓ Nombre d'employés sanctionnés par dernier avertissement écrit : 09

- ✓ Nombre d'employés sanctionnés par avertissement écrit : 11
- ✓ Nombre d'employés sanctionnés par avertissement verbal exprimé sous forme écrite : 07
- ✓ Nombre d'employés dont leurs dossiers ont été classés sans suite après investigation : 08

3.2.5. Nouvelle structure de l'OBR

Le Conseil d'Administration vient d'approuver pour la deuxième fois depuis la création de l'OBR une nouvelle structure qui a été mise en application depuis décembre 2012. Ce changement de structure a été opéré afin de continuer à répondre de manière efficace aux exigences de la prestation des différents services de l'OBR.

Les grands changements opérés sont:

- La création de la direction chargée de l'intervention rapide,
- La création de la direction chargée de l'enregistrement des contribuables et de l'immatriculation des véhicules.

4. ACTIVITES ENTREPRISES POUR OFFRIR UN MEILLEUR SERVICE AUX CONTRIBUABLES ET AMELIORER LE CLIMAT DES AFFAIRES AU BURUNDI

L'OBR n'a ménagé aucun effort afin d'améliorer le climat des affaires au Burundi. Avec le soutien de Son Excellence le Deuxième Vice-Président de la République, le projet d'améliorer le rang du Burundi dans les indicateurs publiés par la Banque Mondiale chaque année a été positif. La contribution de l'OBR est établie comme suit :-

- ✓ Mise en place d'un cadre de collaboration avec l'API pour l'analyse des exonérations;
- ✓ Une meilleure allocation des avantages fiscaux a été incluse dans le nouveau projet de loi sur les Impôts sur Revenus.
- ✓ Le temps mis pour les procédures de transfert de propriété a été réduit de 6 jours à 2-3 jours, sur présentation d'un dossier complet ;
- ✓ Prolongation de la durée du travail. Les bureaux de douane sont ouverts jusqu'à 20 heures. Tous les bureaux de l'OBR sont maintenant ouverts de 7h30 à 17h30 avec un service disponible pendant les heures du déjeuner et tout au long de la journée;
- ✓ Introduction de la segmentation des contribuables en accordant une attention spéciale aux grands et moyens contribuables;
- ✓ Utilisation des banques commerciales dans les bureaux de l'OBR pour recevoir des paiements d'impôts et aider les contribuables à gagner du temps ainsi que la réduction des coûts dans la conformité des paiements ;
- ✓ Planification prioritaire des audits basée sur les risques des contribuables non-conformes ;
- ✓ Communication avec l'Association des Agences en douanes et de la communauté des affaires;

- ✓ Présentation des principes de gestion des risques dans les contrôles douaniers en initiant les canaux de sélectivité dans les procédures de dédouanement des marchandises commerciales importées.

5. EDUCATION ET LA SENSIBILISATION DES CONTRIBUABLES

- ✓ Organisation et tenue des réunions de sensibilisation et d'information des contribuables ;
- ✓ Production et diffusion des spots médiatiques de sensibilisation publique ;
- ✓ Production et diffusion du documentaire audiovisuel sur l'OBR ;
- ✓ Conférences de presse ;
- ✓ Monitoring des informations sur l'OBR publiées dans les différents organes de presse ;
- ✓ Organisation des café de presse, le Commissaire Général a rencontré les représentants des médias locaux pour présenter le rapport des activités de chaque fin du trimestre ;



- ✓ Organisation et la couverture médiatique de l'atelier sur le concept ASSET: Il s'agissait d'un atelier de sensibilisation pour les opérateurs économiques au Burundi ;
- ✓ Organisation et la couverture médiatique de la visite du 2e Vice-Président de la République à Kobero. Son Excellence regardait les progrès réalisés en ce qui concerne la construction de logements ;



Son Excellence le 2ème Vice-Président de la République à Kobero,

- ✓ L'émission de radio hebdomadaire "BAFASHE kumenya" a continué à être diffusée sur Radio Isanganiro ;
- ✓ Organisation et animation de la journée "Portes ouvertes" de l'OBR,
- ✓ Participation et facilitation dans l'atelier OBR-COMESA, le contexte de la tenue de cet atelier était la préparation d'un plan de mise en œuvre de l'intégration régionale, afin que le Burundi puisse accéder à un soutien au titre de la Facilitation .

En plus de cette campagne, l'OBR a assuré en 2012, le dialogue permanent avec les contribuables. Nous pouvons citer les réunions entre l'OBR et les petits commerçants réunis au sein de du Syndicat SYGECO, entre l'OBR et la Chambre Fédérale de Commerce et d'Industrie du Burundi. Egalement, plusieurs interventions ont été faites à travers les différents médias.

6. ETATS FINANCIERS AU 31.12.2012

I. ETAT DES RECETTES COLLECTEES POUR L'EXERCICE 2012 PAR CATEGORIE

Avant la révision de la loi des finances intervenue en milieu de l'année, l'objectif des recettes de 2012 était de 545,4 milliards. Après la révision, cet objectif a été ramené à BIF 542,4, hors exonération.

L'OBR a pu collecter un montant de **BIF 526,6 milliards** représentant **97 %** de l'objectif susmentionné. La comparaison de ces recettes collectées en 2012 à celles collectées en 2011 qui s'élèvent à **BIF 471,7 milliards**, montre un accroissement de **BIF 54,7 milliards**, soit **12 %**.

Le tableau ci-après donne les recettes collectées en 2012 par catégorie en comparaison avec l'objectif et celles collectées en 2011.

Tableau 1. Recettes collectées en 2012 par rapport à l'objectif et Comparées avec 2011, en milliards de Fbu.

Catégorie Recettes	Performance 2012			Comparaison avec 2011	
	Objectifs 2012	Collecte 2012	Perform. en %	Collecte 2011	Perform. % 2012/2011
Recettes Fiscales	317,6	276	87	206	134
Recettes Non Fiscales	38,6	34,9	90	32,9	106
Recettes Douanières	189,2	215,7	114	232,8	93
Totaux	545,4	526,6	97	471,7	112

Source : OBR

Le tableau ci-dessus montre que l'OBR n'a pas globalement atteint l'objectif des recettes de l'exercice 2012. En effet, la performance totale n'a été que de 97% dont 87% pour les recettes fiscales, 90% pour les recettes non fiscales et 114% pour les recettes douanières, soit une contre-performance de 18,8 milliards en termes nominales.

En comparant la collecte de 2012 à celle de 2011, il ressort que les recettes ont enregistré un accroissement global de 54,9 milliards, soit 12% avec une contre-performance des recettes douanière qui ont régressées de 17 milliards, soit 7% par rapport 2011.

Après l'analyse de la performance des recettes de 2012 par rapport à l'objectif de la même année et par rapport aux réalisations de l'année précédente, il est important de montrer la proportion de chaque catégorie de recettes dans l'ensemble des recettes collectées pour les deux dernières années. Le tableau ci-après donne ces informations.

Tableau 2. Recettes collectées 2012/2011 et Proportion par Catégorie, en milliards de Fbu

Catégorie Recettes	Notes	Collecte 2012	Proportion/catégorie	Collecte 2011	Portion/catégorie
Recettes Fiscales	1	276	52,4	206	43,7
Recettes Non Fiscales	2	34,9	6,6	32,9	7
Recettes Douanières	3	215,7	41	232,8	49,3
Totaux		526,6	100	471,7	100

Source : OBR

Il ressort de ce tableau que les recettes fiscales occupent une place importante en 2012 suivies des recettes douanière, soit respectivement 52,4% et 41%.

Cela n'a pas été le cas en 2011 où les recettes douanières ont été les plus importantes avec 49,3% contre 43,7% pour les recettes fiscales.

Cette dernière situation s'explique principalement par deux facteurs concourants qui sont : 1) la migration des taxes de consommation sur les boissons, de la catégorie des recettes douanières vers celle des recettes fiscales à partir du mois de juillet 2012 ; 2) l'augmentation du taux de la taxe de consommation sur les boissons et l'introduction de la taxe sur les consommations de la téléphonie mobiles.

A partir du mois de juillet 2012, ces taxes représentent 68,4 milliards.

II. ETAT DES REMBOURSEMENTS TVA

En plus de l'activité collecte et de la comptabilisation des recettes publiques, l'**Office Burundais des Recettes** a également procédé au remboursement des crédits de la TVA au cours de l'exercice 2012.

Au 31/12/2012, le montant total des remboursements effectués s'élèvent à BIF 6 457 750 197 représentant 1028 dossiers, contre BIF 5 122 080 244 des paiements effectués en 2011.

Ces remboursements ont été effectués par le biais du **sous-compte de remboursement de la TVA (1101/001.06)** ouvert à la Banque de la République du Burundi (BRB). Ce compte a été régulièrement alimenté par transfert des comptes de transit des recettes ouverts dans les banques commerciales et suivant l'importance du paiement à effectuer.

Ce système d'alimentation n'est pas celui qui est indiqué dans l'ordonnance ministérielle No 540/708/2009 portant mesure d'application de la Loi sur la TVA. En effet, le système d'alimentation indiqué dans cette ordonnance est inapplicable pour certains aspects d'une part et est susceptible d'occasionner une immobilisation des recettes de l'Etat sur ce compte, d'autre part.

Une note a été adressée au Ministre ayant en charge les Finances, pour lui proposer un nouveau système plus simple et plus efficace pour alimenter ce compte.

Au 31 Décembre 2012, le compte remboursement TVA présente un solde de **BIF 418 530 140** ; un montant qui devrait couvrir un paiement de **BIF 386,148,845** dont l'ordre de paiement était en circulation à la BRB depuis le 21 Décembre 2012.

Le tableau ci-après montre comment le compte a été alimenté mensuellement et les paiements effectués pendant les mêmes mois.

Tableaux 3. Alimentation et paiement sur le compte TVA

Mois	Alimentation compte	Paiement
Janvier	1 350 000 000	844 435 064
Février	200 000 000	671 011 901
Mars	100 000 000	53 372 075
Avril	300 000 000	321 146 443
Mai	600 000 000	768 012 402
Juin	800 000 000	308 378 935
Juillet	110 000 000	312 299 265
Août	1 050 000 000	447 627 639
Septembre	600 000 000	995 878 713
Octobre	500 000 000	490 752 759
Novembre	150 000 000	607 504 754
Décembre	1 000 000 000	637 330 247
Total	6 760 000 000	6 457 750 197

II. ETATS FINANCIERS DE L'OBR AU 31.12.2012

I. INTRODUCTION

Pour bien accomplir sa mission de collecte des recettes de l'Etat, l'Office Burundais des recettes reçoit annuellement de ce dernier un budget de fonctionnement. Pour l'année 2012, un budget de BIF 13 011 054 962 a été mis à la disposition de l'OBR. Le cout de collecte est de 2,3 %. Ce dernier reçoit en plus du budget lui accordé par le gouvernement, des appuis en provenance des bailleurs et par le biais de TradeMark East Africa.

Comme font toutes les institutions de l'Etat, l'OBR doit rendre compte de l'utilisation du budget mis à sa disposition par les deux sources de financement. C'est donc dans ce cadre que ces états financiers sont produits.

Ces états vont montrer à combien s'élève le budget mis à la disposition de l'OBR pour son fonctionnement au cours de l'exercice 2012 et comment il a été utilisé. Il sera donc présenté le compte d'exploitation, la situation du patrimoine ainsi que l'état d'exécution du budget.

Les notes aux comptes sont utilisées dans ces états pour donner plus d'informations en rapport avec les principes comptables utilisés ainsi que les détails de certains montants pour plus de compréhension.

II. LES SUBVENTIONS.

Dans ces états financiers, les subventions correspondent au crédit budgétaire alloué à l'Office Burundais des Recettes (OBR) pour chaque exercice fiscal. Ce crédit est inscrit dans la Loi des Finances de chaque année sous la dénomination de **subside** à l'OBR.

Pour l'année 2012, les subventions mises à la disposition de l'OBR proviennent de deux sources à savoir : **l'Etat du Burundi** et le bailleur de fonds, en l'occurrence « **TradeMark East Africa (TMEA)** ». Ce dernier est intervenu sous deux formes. En effet, il approvisionne un compte en dollars ouvert à la BRB et qui est destiné à faire face aux petites dépenses en rapport avec les volets financés par ledit Bailleur d'une part, et il paie directement les fournisseurs de biens et services de l'OBR qui s'inscrivent dans le cadre du mémorandum d'entente entre **l'Etat du Burundi** et le « **Department for International Development (DFID)** ».

Les subventions provenant de l'Etat se sont élevées à un montant de **BIF 14 137 357 426** alors que celles en provenance de TMEA s'élèvent à **BIF 2 023 047 941**. Le montant des subventions comprend le montant des différentes tranches budgétaire reçues au courant de l'exercice clos augmenté du montant du budget de l'exercice antérieur non encore décaissé au 31 décembre de cette année (2011). **Voir Note 2.**

III.COMPTE D'EXPLOITATION DE L'OBR AU 31. 12 2012.

LIBELLE	MONTANTS	Note	LIBELLE	MONTANTS
Charges du personnel	9 134 826 811		Subventions exploitations Etat	12 928 616 159
Communications: Fixes, Mobiles et internet	463 977 310		Subventions exploitations TMEA	766 168 729
Loyers	449 004 332		QP Sub. équipement viré au RésultatEtat)	452 727 765
Matières et fournitures achetées	443 039 526		QP Sub équipement viré au RésultatTMEA)	352 502 811
Dépenses charroi et groupes entretien et carburant)	715 872 162		Gains de changes	8 556 851
Formation du personnel	393 597 109			
Frais de mission interne et externes)	341 965 413			
Entretien immeubles et équipements	309 088 280			
Formation des contribuables	146 718 140			
Frais professionnels	231 523 300			
Dépenses du Conseil d'administration	134 660 020			
Cotisations et dons	85 371 563			
Autres services externes consommés	41 184 217			
Dotations aux amortissements	805 230 576			
TOTAL CHARGES	13 696 058 759		TOTAL PRODUITS	14 508 572 315
RESULTAT	812 513 556	3		
TOTAL GENERAL	14 508 572 315		TOTAL GENERAL	14 508 572 315

IV. SITUATION PATRIMONIALE AU 31.12.2012

ACTIF

LIBELLE	Montants brut 2011	Montants bruts 2012	Amortissements	NET	NOTES
<i>I. VALEURS IMMOBILISES</i>	<i>4 925 820 485</i>	<i>6,860,437,029</i>	<i>1,890,281,364</i>	<i>4,970,155,665</i>	<i>4</i>
Logiciel & Licence		476,609,304	178,728,489	297,880,816	
Autres immobilisations incorporelles		1,850,000	616,667	1,233,333	
Matériel roulant		3,011,949,355	1,092,074,466	1,919,874,889	
Mobiliers		331,137,514	47,596,981	283,540,533	
Groupes électrogènes		436,699,543	34,953,654	401,745,889	
Matériels de bureau		41,334,849	10,326,006	31,008,843	
Matériel informatique		1,419,887,301	361,812,137	1,058,075,165	
Matériel de communication		271,869,572	103,873,571	167,996,001	
Agencements, Aménagements et Installations		861,361,288	59,560,724	801,800,564	
Autres immobilisations corporelles		7,738,303	738,671	6,999,633	
<i>II. STOCK</i>	<i>255 952 575</i>	<i>690,359,726</i>		<i>690,359,726</i>	
Matériels de bureau		135,359,237		135,359,237	
Produits d'entretien		41,939,633		41,939,633	
Fournitures informatiques		20,905,104		20,905,104	
Consommables informatiques		136,381,597		136,381,597	
Imprimés stockables		355,774,156		355,774,156	
<i>III. VALEURS REALISABLES</i>	<i>6 136 192</i>	<i>100,860,617</i>	<i>-</i>	<i>100,860,617</i>	<i>5</i>
<i>IV. VALEURS DISPONIBLES</i>	<i>1 178 571 704</i>	<i>531,003,935</i>	<i>-</i>	<i>530,003,935</i>	<i>6</i>
TOTAL ACTIF	6366480956	8,182,661,308	1,890,281,364	6,292,379,944	

PASSIF

LIBELLE	Montant 2011	Montant 2012	NOTES
I.REPORT & RESULTAT	(767 611 994)	44,901,562	
Report à nouveau	(126 595 230)	(767,611,994)	
Résultat de l'exercice	(641 016 764)	812,513,556	
II.SUBVENTIONS	6 104 392 189	5.501.159.600	
Subvention à non encore décaissée Etat	1 178 571 704	529,746,065	
Subvention à non encore décaissé TMEA		1 257 870	
Subventions d'Equipement Etat	2 553 848 591	3,232,843,793	
Subventions d'Equipement TMEA	2 371 971 894	3,627,593,236	
Subvention d'Equip amorti Etat		(1,121,887,277)	
Subvention d'Equip amorti TMEA		(768,394,087)	
II. DETTES A COUT TERME	1 029 700 761	746,318,782	7
A. Fournisseurs	608 217 864	367,082,835	
B. Dettes envers le personnel	49 344 351	728,824	
C. Dettes envers l'Etat	268 787 904	258,923,802	
D. Organismes sociaux privées	103 650 642	119,583,321	
TOTAL PASSIF	6 366 480 956	6,292,379,944	

V. JUSTIFICATION DE LA TRESORERIE AU 31.12.2012.

	Désignation	Montant
1	1.Total subvention	16,160,405,367
2	Subvention utilisée	15,629,401,432
a	Variation des Créances	94,724,425
b	Immobilisations et autres achats payés en 2012	15,619,928,987
	Total (a + b)	15,629,401,432
3	Subventions restant à utiliser (1 - 2)	531,003,935

VI. ETAT D'EXECUTION BUDGETAIRE

DESIGNATION	PREV.2012	EXECUTION 2012	Taux d'exécution
CHARGES DU PERSONNEL	8 711 302 448	9 134 826 811	105%
FRAIS DE VOYAGE ET DE SUBSISTANCE	210 000 000	306 426 106	146%
DEPENSES DU CHARROI AUTOMOBILE	650 000 000	715 371 296	110%
ENTRETIENS ET REPARATIONS	433 000 000	293 068 280	68%
MATERIELS ET FOURNITURES DE BUREAU	794 901 438	618 283 200	78%
FRAIS DIVERS	760 709 900	739 739 972	97%
DEPENSES D'AUDIT & INVESTIGATION	10 000 000	16 039 900	160%
FORMATION DES CONTRIBUABLES	87 000 000	83 234 520	96%
FORMATION DU PERSONNEL	120 000 000	252 493 965	210%
FRAIS FINANCIERS	1 000 000	9 952 215	995%
FRAIS PROFESSIONNELS	280 000 000	122 579 115	44%
DEPENSES DU CONSEIL	112 941 176	134 660 020	119%
DEPENSE EN CAPITAL	840 200 000	678 995 202	81%
GRAND TOTAL	13 011 054 962	13 105 670 602	101%

L'exécution budgétaire se réfère non seulement aux décaissements réellement effectués au cours de l'exercice mais aussi aux engagements du même exercice.

Au cours de l'exercice clos, le budget réellement reçu de l'Etat est de BIF13 010 707 196. Il apparaît un dépassement de budget de 94 615 840, soit 1% par rapport au budget global alloué à l'OBR et de 94 963 406 par rapport au budget réellement reçu. Ce dépassement s'explique par le fait que l'on utilise la comptabilité d'engagement et non la comptabilité base caisse. Cela rend difficile, voir même impossible, d'avoir un montant des décaissements et des engagements qui correspondent exactement au budget de l'exercice.

7. COLLABORATION AVEC LES PARTENAIRES DE DEVELOPPEMENT

L'OBR a continué de travailler en étroite collaboration avec tous ses partenaires pour atteindre ses objectifs fixés. De ce fait, des réunions d'échanges et d'information entre les partenaires tant locaux que régionaux ont été tenues à maintes reprises.

Nous reconnaissons également les autres principaux partenaires de l'OBR comme étant :

-

- Le Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique ;
- Le Ministère à la Présidence Chargé des Affaires de la Communauté Est-Africaine;
- Le Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et du Tourisme;
- CFCIB (Chambre Fédérale de Commerce et d'Industrie du Burundi) ;
- API (Agence pour la Promotion des Investissements) ;
- Partenaires de développement (DFID/TMEA, JICA, FMI, BANQUE MONDIALE, PAGE, USAID) ;
- SEP (Société d'Entreposage Pétrolier) ;
- La Police Nationale et l'Armée ;
- La Brigade Anti-corruption ;
- Autorités du Port et Aéroportuaires ;
- Administrations locales et provinciales ;
- Association des entreprises commerciales, des agences, des transports, des banques, qui échangent en permanence avec l'OBR ;
- Les médias;
- Les ambassades.

Comité Technique regroupant les administrations fiscales de la Communauté Est Africaine

Au niveau sous- régional, l'OBR a continué de participer dans les réunions du Comité Technique regroupant les administrations fiscales de la Communauté Est Africaine et préside même ledit forum depuis Juin 2012.

Par ailleurs, du 7 au 8 juin 2012 et du 20 au 21 septembre 2012, l'Office Burundais des Recettes a accueilli respectivement la réunion des Commissaires Généraux, celle des sous-comités des administrations fiscales de la Communauté East Africaine. Il en est de même de la 61ème réunion du Comité Technique des Administrations Fiscales de la Communauté Est Africaine organisé à Bujumbura du 23 au 26 Octobre 2012.



Réunion des CGs organisée par l'OBR du 7 au 8 juin 2012.

b) Appui spécial de TradeMark East Africa

TradeMark East Africa a continué d'être le principal partenaire de l'OBR tout au long de l'année 2012. En effet, TMEA a financé plusieurs programmes à savoir: -

- Les ateliers en rapport avec l'établissement des PFAU ;
- Les achats de matériel de bureau ;
- Les achats de matériel informatique ;
- Le renforcement des capacités du personnel de l'OBR ;
- Le recrutement de consultants internationaux dont l'objectif est d'appuyer l'OBR pour mettre en place des systèmes et procédures en suivant les meilleures pratiques internationales,
- Les rénovations des bureaux de l'OBR.

8. LES DEFIS AUXQUELS L'OBR A FAIT FACE EN 2012

Les principaux défis rencontrés ayant été des obstacles pour la réalisation des objectifs fixés pour l'an 2012 sont notamment :

1. La faible performance des recettes
2. Résistance au changement pour certains contribuables ;
2. Tendence à la corruption pour certains agents ;
3. Des centres de collecte non informatisés pour avoir les rapports de collecte en temps réel ;
4. Manque d'un centre d'appels ;
5. Le projet SIGTAS qui n'a pas abouti ;
6. Manque d'espace à nos principaux sites (Emmaüs et Le Savonnier)

7. Personnel insuffisant ;
8. Manque/insuffisance de certains outils de travail (moyens de communication, textes légaux et réglementaires, etc.) ;

Activités stratégiques 2013-2017

- Soutenir l'amélioration de l'environnement législatif et l'élargissement de l'assiette fiscale ;
- Continuer à recruter un personnel professionnel, compétent et renforcer ses capacités ;
- Continuer avec une tolérance zéro pour la corruption ;
- Informer le public, les contribuables et le personnel sur toutes les actions menées par l'OBR ;
- Moderniser les bâtiments de l'OBR pour s'assurer qu'ils sont adaptés à ses objectifs ;
- Poursuivre la question de l'étude de la faisabilité de la construction d'un nouvel immeuble abritant son siège à Bujumbura ;
- Informatiser les services des impôts, des douanes et de back office ;
- Réviser et mettre à jour tous les processus et procédures ;
- Améliorer les politiques des RH et préparer un plan de renforcement des capacités ;
- Améliorer le régime de contrôle pétrolier.

Les activités stratégiques 2013-2017 de haut niveau sont représentées dans la ligne de temps ci-après :

Activités	13	14	15	16	17
Rénover les bâtiments et améliorer l'approvisionnement en électricité	x				
Rénover le port de Bujumbura	X	X			
Poursuivre l'étude de faisabilité pour le nouveau siège de l'OBR	X				
Construire et équiper le nouveau siège de l'OBR		X	X	X	
Construire de nouveaux postes frontières à guichet unique	X				
Achat de matériel et déploiement de grands systèmes informatiques (SYDONIA World et ERP)	X	X			
Développer, codifier et mettre en œuvre les pratiques et les politiques modernes et efficaces de la GRH	X				
Elaborer et mettre en œuvre le plan de renforcement des capacités	X	X	X	X	X

Compléter la réforme législative	X				
Améliorer les contrôles et règlements du pétrole	X				
Mener une campagne complète de communication	X	X	X	X	X
Continuer la campagne anti-corruption	X	X	X	X	X

9. CONCLUSION

L'année 2012 a été une année de grandes réalisations, comme indiqué dans le rapport à la fois en termes de perception des recettes et des réformes entreprises. Nous reconnaissons également que beaucoup reste à faire afin d'améliorer la collecte des recettes et L'OBR continue de travailler en étroite collaboration avec le Ministère des Finances, en charge de la politique fiscale, pour redresser la situation.

L'OBR reste pleinement engagé à remplir sa mission pour relancer l'économie du Burundi et améliorer la vie des citoyens burundais.